

ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

N° 26.DST.777

OBJET : Arrêté de voirie portant alignement – Parcelles BW 198 et 197 – Cours de la République – JULIEN(s) Notaires associés (84000 AVIGNON).

Le Maire de la commune de Pertuis (Vaucluse),

VU la demande par laquelle Maître Clio PEYRONNET, JULIEN(s) Notaires associés, sis au 15, Rue Armand de Pont martin, 84000 Avignon, sollicite l'alignement des parcelles cadastrées section BW 198 et 197, située cours de la République, sur la commune de Pertuis (84120),

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.112-3 et L.112-4 ainsi que le titre IV ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) du Pays d'Aix approuvé le 05 décembre 2024 en Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

VU l'avis favorable du Directeur des Services Techniques ;

VU la délibération 26.DGS.097 du 28 mars 2026 relative à l'élection du Maire ;

VU la délibération 26.DGS.099 du 28 mars 2026 relative à l'élection des Adjoints ;

VU la délibération n° 26.DGS.103 du 29 avril 2026 par laquelle le Conseil Municipal donne délégation au Maire ;

VU l'arrêté n°26.DGS.652 du 1^{er} juillet 2026 qui abroge et remplace l'arrêté n°26.DST.520 du 27 mai 2026 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrice CHASSAGNE en matière de travaux, cadre de vie, domaine public, bâtiments municipaux, énergie, parc automobile et Établissements Recevant du Public ;

CONSIDÉRANT que Maître Clio PEYRONNET, JULIEN(s) Notaires associés, a sollicité un arrêté de voirie portant alignement des parcelles citées en objet, il convient de donner suite à leur demande.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La limite de fait du domaine public routier de l'impasse du Cours, au droit des parcelles cadastrées section BW n° 197 et 198, est matérialisée au nu du mur de façade. Elle est représentée par les segments rouges reliant les points 1 à 4 figurant sur le document graphique annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté ne dispense pas les bénéficiaires de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme, notamment aux articles L.421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, les bénéficiaires devront présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'un an à compter de sa délivrance. Dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait durant cette période. Á défaut de modification des lieux durant cette période, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait à Pertuis, le 13 août 2026

Pour le Maire et par délégation,
Patrice CHASSAGNE
Adjoint au Maire



Aurélien AUCLAIR
Maire
14 août 2026

Affiché le : 17 AOUT 2026

ANNEXE DE L'ARRÊTÉ 26.DST.777

